

Le chômage

Pour que le secteur privé puisse créer des emplois, il doit jouir d'un climat favorable. Ce n'était pas le cas sous le gouvernement libéral, non plus que ce l'est sous ce gouvernement conservateur. Les taux d'intérêt ont grimpé depuis les quelques mois que les conservateurs sont au pouvoir. Les taux d'intérêt sont désastreux. Pour qui? Pour les petits hommes d'affaires, parce que les grosses sociétés n'ont pas à dépendre autant des banques que les petites entreprises. Les grandes sociétés ont des fonds internes. Elles peuvent s'adresser aux sièges sociaux de leurs multinationales. Elles peuvent se servir de leur comptes d'impôt sur le revenu différé qui atteignent maintenant dans les milliards de dollars.

Depuis quelques mois, j'ai rencontré beaucoup de petits hommes d'affaires qui m'ont dit qu'il leur en coûtait cher de garder leurs stocks quand les taux d'intérêt atteignent 15 ou 16 p. 100. Beaucoup de gens à qui ils vendent prennent du temps à payer leurs factures parce qu'ils n'ont pas vendu leur marchandise, et cela nuit beaucoup aux affaires.

A l'exception de l'Italie, nous avons le plus fort taux de chômage de tous les pays industrialisés de l'Ouest, et la raison en est que les gouvernements libéral et conservateur n'ont pas pu mettre au point une stratégie industrielle. A cause de cela, nos industries manufacturières se sont détériorées et les manufacturiers canadiens ne peuvent plus concurrencer les autres sociétés au Canada ou sur les marchés mondiaux. Les microphones qui sont en face de moi et de chaque député ont été construits en Australie, pays qui a à peu près le quart de notre population mais qui peut pourtant produire ces microphones et les vendre au Canada, moins cher, bien sûr, que ne le pourrait n'importe quel manufacturier canadien. Cela montre bien la situation de notre secteur manufacturier.

Les difficultés que nous connaissons sont attribuables en grande partie à l'emprise qu'exercent les multinationales sur nombre de secteurs essentiels de la fabrication. Elles ont la mainmise sur l'industrie automobile, l'industrie des produits chimiques, celle du caoutchouc, et bien d'autres encore. Elles n'ont aucune responsabilité envers le Canada. Elles n'ont en fait pour toute responsabilité que celle de réaliser, pour leurs actionnaires, les plus gros profits possibles. Je ne les blâme pas. C'est nous que je blâme. C'est nos gouvernements que je blâme de n'avoir pas élaboré de stratégie industrielle pour répondre aux besoins d'emplois des Canadiens.

Vu le ralentissement économique, qui se fait sentir dans tous les pays, et vu les risques que posent, sur deux plans, les restrictions imposées par l'État sur ses propres activités, on peut s'attendre à ce que le chômage augmente en flèche l'an prochain. Cela se réalisera parce que, je le répète, le gouvernement conservateur—comme le gouvernement libéral qui l'a précédé—ne veut pas admettre qu'il incombe à l'État de s'assurer que ceux qui veulent travailler aient des emplois.

Nous avons critiqué bien des aspects des programmes de création d'emplois du parti libéral lorsqu'il était au pouvoir. Certaines critiques que faisaient l'actuel ministre de l'emploi et de l'immigration et ses collègues quand ils étaient dans l'opposition étaient justifiées parce que ces programmes de

création d'emplois étaient des programmes de circonstance. Les programmes étaient improvisés au fur et à mesure que se présentaient les situations que l'ancien gouvernement n'avait pas prévues. Nous avons formulé ces critiques quand ces programmes étaient en vigueur. Nous accueillerons favorablement toute amélioration concrète, réalisable, mais je tiens à dire au ministre que, le chômage ayant augmenté et devant augmenter encore plus, la réduction par son gouvernement des fonds qui devaient servir à la création d'emplois aura un effet désastreux pour les chômeurs canadiens.

Je sais que le ministre a déjà protesté quand j'ai évalué les coupures à 75 millions de dollars, mais elles sont certainement considérables. Si elles ne s'élèvent pas à 75 millions, elles sont d'au moins 50 millions. Les sommes offertes dans le cadre du programme Canada au travail dans les provinces où le programme existe toujours, soit les provinces à l'est de l'Ontario, et le financement accru des programmes locaux d'aide à la création d'emplois totalisent beaucoup moins que les sommes accordées l'an dernier et l'année précédente, et c'est déplorable. Chose certaine, la somme globale n'est pas assez élevée, le ministre et ses collaborateurs ont décidé que les taux de chômage au niveau provincial en Ontario, au Manitoba, en Saskatchewan, en Alberta et en Colombie-Britannique étaient inférieurs au taux minimum de 8 p. 100 pour lequel ils consentiraient à autoriser des projets de Canada au travail. Le ministre devrait savoir qu'il y a dans chacune de ces provinces, des régions et des groupes de gens parmi lesquels le chômage est très élevé. Le taux de chômage chez les autochtones de ma province est très élevé. Il atteint 80 à 90 p. 100 dans certaines réserves. Il en est de même à Winnipeg, en dépit du fait que le taux général pour la région soit relativement faible, comme le ministre le sait très bien. Pourtant, le ministre a supprimé les subventions de Canada au travail pour la province. Au Manitoba, les fonds du Programme d'aide à la création locale d'emplois sont loin d'être suffisants pour satisfaire aux besoins des autochtones.

● (1700)

Mon collègue de Terre-Neuve me dit que, si les subventions de Canada au travail n'ont pas été réduites directement dans sa circonscription, les fonds affectés auparavant par l'entremise du ministère des Pêches à l'amélioration des ports et des quais ont été réduits cette année. Mon collègue, le député de Skeena (M. Fulton), dont la circonscription compte un grand nombre d'autochtones, m'a informé pour sa part que les fonds accordés à sa circonscription cette année ne s'élèvent qu'à \$500,000 contre 3 millions de dollars l'année dernière.

Je m'efforce toujours de rester en contact avec les dirigeants des localités autochtones de ma propre province et de tout le Canada et je signale au ministre que je n'ai rencontré aucun chef d'une association autochtone quelconque, qu'il s'agisse de la Fraternité des Indiens du Manitoba ou de la Fédération des Métis du Manitoba ou de n'importe quelle autre association du pays, qui ne considère pas que les fonds affectés aux programmes d'emploi ou de création d'emplois pour les autochtones sont pour le moins insuffisants.